

Un cessez-le-feu immédiatement!
Fin de l'occupation maintenant! Ne touchez pas à Rafah!
Toutes et tous à la Marche nationale
du 9 mars à Ottawa!



Reportage photo : du 19 au 29 février

- **Des actions partout dans le monde réitèrent :
Ne touchez pas à Rafah! Un cessez-le-feu maintenant!**

**Un cessez-le-feu immédiatement! Fin de l'occupation maintenant!
Ne touchez pas à Rafah!**

Toutes et tous à la Marche nationale
du 9 mars à Ottawa!

D'un océan à l'autre, les Canadiens et les Québécois de tous horizons continuent de se mobiliser à la défense du peuple palestinien et pour dénoncer la politique d'apaisement de l'establishment canadien envers la campagne génocidaire d'Israël en invoquant des idéaux élevés. Après le succès de la Marche nationale du 25 novembre à Ottawa l'année dernière, et vu l'urgence d'arrêter Israël et d'exiger du gouvernement canadien qu'il cesse d'être complice du génocide sioniste, une autre Marche nationale aura lieu le 9 mars à 13 h sur la Colline du Parlement. Les organisateurs écrivent :

« Depuis plus de 150 jours, les Palestiniens de Gaza continuent de subir un génocide et un nettoyage ethnique aux mains de l'occupation sioniste. Plus de 30 000 civils palestiniens ont été massacrés depuis le début du génocide et plus de deux millions de Palestiniens ont été déplacés. En dépit des violations flagrantes du droit international par Israël, le Canada continue d'appuyer l'État apartheid, ce qui fait de lui un complice dans le génocide en cours contre les Palestiniens.

« Au coeur de la capitale, Ottawa, nous allons unir nos voix pour que cesse la complicité canadienne avec l'entité coloniale Israël et pour exiger :

« - un embargo sur les armes à Israël;

« - Des sanctions économiques et politiques contre Israël;

« - La reprise immédiate du financement de l'UNRWA.

« Nous exhortons toute personne de conscience partout au pays à s'unir en solidarité avec la Palestine. »

Les organisateurs demandent aux individus et organisations d'appuyer la marche en cliquant [ici](#).

Informez-vous des autobus qui seront nolisés dans votre région, réservez des autobus avec d'autres ou faites du covoiturage. Pleine mobilisation pour que le 9 mars soit un succès !

Pour les autobus partant de Montréal, cliquer [ici](#).

Pour les autobus partant de Scarborough, Toronto, Mississauga et Hamilton, cliquer [ici](#).



Reportage photo : du 19 au 29 février

Des actions partout dans le monde réitèrent : Ne touchez pas à Rafah! Un cessez-le-feu maintenant!

Canada

Région de la capitale nationale

Près de 500 personnes se sont rassemblées à Ottawa le 24 février à 14 h, en dépit d'une des journées les plus froides de l'hiver, en appui à la Palestine. Le rassemblement a eu lieu au Monument pour les droits de la personne où un porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a dénoncé le fait que le gouvernement Trudeau ait autorisé un minimum de 25 millions de dollars en nouvelles exportations militaires à Israël en deux mois seulement du génocide. Il a dit :

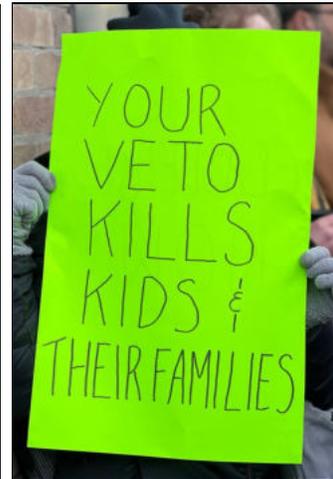
« Nous sommes ici aujourd'hui, après 141 jours du génocide en cours, pour exiger de mettre fin de façon permanente à toute exportation d'armes vers Israël. Le gouvernement canadien permet au régime sioniste génocidaire de continuer de réduire Gaza en cendres. La campagne génocidaire d'Israël a étendu ses crimes de guerre et de famine et Gaza est aux prises avec la plus grande crise de famine au monde avec la complicité du Canada et des États-Unis. Nous sommes ici pour dire à notre gouvernement que nous ne serons pas réduits au silence et que le financement du régime sioniste terroriste génocidaire nous pousse à nous faire entendre encore plus. Aujourd'hui, je veux

que vous élevez encore plus la voix. Nous ne nous en faisons pas avec le froid. Laissons le gouvernement canadien entendre nos voix emplies de colère et de tristesse. »



Ottawa, 24 février

Les manifestants ont ensuite marché sous les klaxons d'automobilistes qui signalaient leur appui. Ils sont passés devant le bureau du premier ministre et ont marché sur la rue Rideau et devant ses nombreuses boutiques et centres commerciaux jusqu'à l'ambassade des États-Unis où ils ont dénoncé avec force les guerres d'agression de Joe Biden et des impérialistes américains, guerres qui s'étendent au-delà de Gaza. Ont retenti dans le marché By les slogans : « *Ne touchez pas à Gaza !* », « *Ne touchez pas à Rafah !* », « *Ne touchez pas au Liban !* », « *Ne touchez pas au Yémen !* », « *Ne touchez pas au Moyen-Orient !* », « *Biden, tes armées ne nous font pas peur !* », « *Biden, Biden, tu verras, la Palestine est presque libre !* »



23 février





24 février



26 février

Québec

Québec





Piquetage à l'usine Thales contre les exportations de matériel militaire à Israël, 27 février

Sherbrooke



25 février

Montréal



22 février





23 février

Le 25 février, près d'un millier de personnes se sont rassemblées au Champ-de-Mars, près du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), avec leurs banderoles, pancartes et drapeaux palestiniens.

Une porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a dénoncé la complicité du Canada dans les crimes de guerre : « La population de Gaza est confrontée chaque jour à de nouveaux défis qui mettent sa vie en danger, au-delà des bombardements et des tirs d'artillerie. Il ne suffisait pas que les enfants de Gaza meurent sous les décombres. Il ne suffisait pas que les enfants de Gaza meurent à cause des exportations militaires, ils sont maintenant confrontés à une faim extrême. Les habitants de Gaza ne veulent pas quitter leurs maisons. Ils ne veulent pas quitter leur terre parce qu'ils savent ce qui se passe lorsqu'ils le font. »

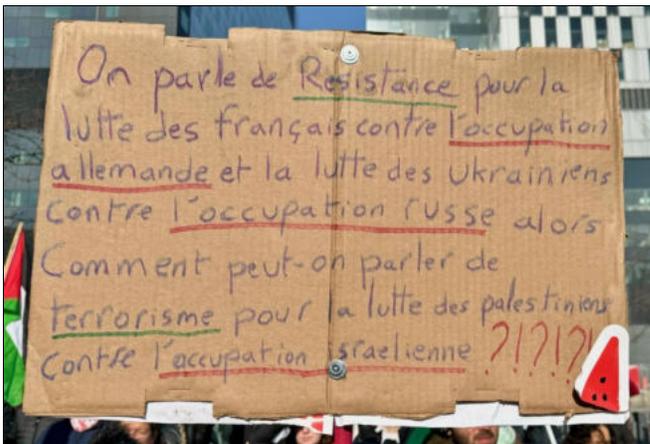
Elle a pointé du doigt le gouvernement Trudeau et le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Le 9 janvier, le ministre de l'Immigration Marc Miller a mis en place des mesures spéciales pour faire venir au Canada des personnes originaires de Gaza. L'oratrice a dénoncé la teneur raciste de ces mesures spéciales. « On demande aux gens de documenter toutes leurs blessures et cicatrices. On leur demande de fournir un historique personnel complet, depuis l'âge de 16 ans, et de fournir tous leurs médias sociaux. » Elle a souligné que ces conditions sont beaucoup plus lourdes que celles imposées aux demandeurs d'asile d'autres pays.

Un Québécois d'origine palestinienne s'est également adressé à la foule en déclarant : « Nous avons 12 000 prisonniers palestiniens kidnappés par les mêmes forces [israéliennes]. Nous avons parmi eux des enfants, des soeurs, des femmes, des personnes âgées, des malades. » Il a demandé : « Comment pouvons-nous expliquer qu'avec ces violations des lois internationales et des droits humains, il n'y ait eu aucune action jusqu'à présent ? », ajoutant que le peuple palestinien « n'acceptera jamais de vivre sans dignité ».



Les participants ont ensuite défilé dans le centre-ville, accueillis en chemin par des automobilistes qui klaxonnaient et des passants qui saluaient du poing en guise d'appui au peuple palestinien. La

marche s'est terminée à la Place du Canada avec d'autres discours et des chansons. Les organisateurs du Mouvement de la jeunesse palestinienne ont annoncé qu'un rassemblement national de soutien à la Palestine aurait lieu le samedi 9 mars sur la Colline du Parlement à Ottawa. Il s'agira d'un événement important, ont-ils dit, et il est du devoir de chacun de venir et d'amener dix personnes avec soi.





25 février

Au cours de la semaine du 19 février, une enseignante d'anglais du secondaire employée par la Commission scolaire English-Montréal (CSEM) à l'Académie LaurenHill, dans l'arrondissement montréalais de Saint-Laurent, a publié sur son compte de médias sociaux une déclaration pro-Israélienne qui incitait à la violence contre les Palestiniens. Elle a partagé sur Facebook la photo d'une de ses amies en tenue militaire israélienne, accompagnée des mots suivants : « You Go Girl ! Get in gear and get into Gaza. » (« Vas-y fille ! Mets-toi en tenue et va à Gaza. ») Il s'agit d'une violation flagrante des normes professionnelles d'un enseignant qui se doit d'être neutre, inclusif et, surtout, de ne pas appeler à la violence. Au lieu de demander des comptes à l'enseignante pour son message sur Facebook, l'administration de l'Académie LaurenHill a puni un élève musulman qui s'était élevé contre l'incitation à la violence de son enseignante.

Le 28 février, des élèves et des parents, ainsi que des alliés palestiniens de la communauté de Saint-Laurent, ont organisé un rassemblement et une manifestation devant l'Académie LaurenHill. L'un des organisateurs du rassemblement a déclaré à la foule rassemblée qu'au lieu de défendre cet élève, l'administration de l'école avait choisi de faire taire les élèves qui s'expriment en faveur de la justice et contre le génocide.

« Honte à l'Académie LaurenHill qui n'a pas tenu cette enseignante pour responsable de son appel à la violence et au génocide contre le peuple palestinien, a déclaré l'une des organisatrices. Nous sommes réunis ici aujourd'hui en tant que parents concernés, membres de la famille, membres de la communauté, enseignants, personnes de conscience et étudiants, surtout, parce que nous pensons que nos étudiants méritent d'être entendus et qu'ils méritent de s'exprimer contre l'injustice », a-t-elle déclaré.

Un imam et parent de trois élèves de l'Académie LaurenHill s'est adressé à la foule pour souligner le devoir des parents de s'exprimer et de défendre le bien-être des enfants en veillant à ce que les écoles soient un environnement sûr et sécurisé pour les élèves.

Un parent de la communauté juive et membre de Voix juives indépendantes (VJI) a également pris la parole. Elle a rappelé que VJI est la « première organisation juive nationale à soutenir le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions [BDS] dirigé par les Palestiniens. Nous continuons à soutenir et à défendre BDS, ainsi qu'à demander des comptes aux organisations canadiennes lorsqu'elles sont complices de l'oppression des Palestiniens par Israël. Je suis également ici en tant que parent d'un enfant dans une école primaire de la CSEM [...] qui est profondément préoccupée par le soutien extrêmement partial de la CSEM à l'État israélien, et non au peuple juif, [...] depuis son agitation du drapeau israélien sur tous les médias sociaux après le 7 octobre jusqu'à sa réticence à même mentionner la mort d'enfants palestiniens dans ses déclarations publiques.

« En fait, après des semaines de tentatives désespérées de la part de parents, dont beaucoup sont palestiniens et [...] ont littéralement de la famille à Gaza, leur demandant simplement d'enlever le drapeau israélien de ses médias sociaux, les suppliant d'inclure les Palestiniens dans la mention de la souffrance, suppliant pratiquement pour que leurs enfants soient considérés comme des êtres humains à l'école [...], la CSEM a mis à jour sa page Facebook après le 7 octobre. Après tout cela, la CSEM énonce sur son Facebook cette citation du [président de la CSEM] Joe Ortona : 'Nous veillons toujours à ce que nos écoles soient des espaces inclusifs où chacun, quelle que soit sa race, ou sa religion, est le bienvenu et se sent en sécurité' », a-t-elle rapporté.

« Je pose donc la question suivante : comment un enfant peut-il se sentir en sécurité avec un enseignant qui peut exprimer avec désinvolture et jubilation son soutien à un génocide sans que vous, son employeur, lui imposez des conséquences ? En quoi le fait de sanctionner sévèrement les élèves qui protestent contre cette enseignante assure-t-il leur sécurité ? Comment les enfants sont-ils en sécurité dans cet environnement ? Dénoncer Israël et dénoncer le sionisme n'est pas de l'antisémitisme ! Prendre des mesures disciplinaires à l'encontre d'une enseignante, un adulte responsable de nos enfants, pour avoir publiquement encouragé un génocide, ce n'est pas de l'antisémitisme ! Seuls les lâches peuvent se cacher derrière cette excuse.

« Nous sommes tous ici en sachant que nous sommes du bon côté de l'histoire. Nous demandons à l'EMSB de faire ce qu'il faut. Il est encore temps. Nous ne pensons pas que les professeurs qui enseignent à la prochaine génération devraient être autorisés à publier des choses odieuses et violentes sur leurs médias sociaux, appelant au génocide du peuple palestinien. [...] La CSEM devrait prendre des mesures disciplinaires à l'encontre de l'enseignante, retirer les mesures disciplinaires prises à l'encontre des élèves qui se sont exprimés, supprimer tous les contenus tendancieux de leurs médias et présenter des excuses.

Elle a terminé par le slogan : « *Libérez la Palestine !* », auquel la foule a répondu par des slogans tels que : « *Les étudiants unis ne seront jamais vaincus !* », « *De la mer au fleuve - du fleuve à la mer, la Palestine sera libre !* », « *Que voulons-nous ? La justice !* », « *Des salles de classe aux rues, nous défendons nos convictions !* », « *Disons-le clairement, disons-le haut et fort, les étudiants nous rendent fiers !* »

Les organisateurs ont annoncé qu'une pétition en ligne circulait et qu'elle avait recueilli près de 1 500 signatures, demandant aux administrations de l'Académie Lauren Hill et de la CSEM :

- 1) de sanctionner les enseignants qui glorifient la violence en cette période de tragédie mondiale en renvoyant l'enseignante de l'école qui a publié un message violent sur les réseaux sociaux;
- 2) mettre fin à la répression des élèves;
- 3) le retrait de toutes les mesures disciplinaires partiales à l'encontre des étudiants;
- 4) le retrait de toutes les déclarations pro-israéliennes publiées par la CSEM; et
- 5) que l'Académie Lauren Hill veille à ce que son école soit un environnement sûr, inclusif et non raciste, et que la CSEM veille à ce que toutes ses écoles soient un environnement sûr pour les élèves de toutes origines qui souhaitent s'exprimer contre l'injustice.

Alors que les élèves et d'autres personnes se tenaient sur le trottoir, agitaient des drapeaux et scandaient des slogans pendant près de deux heures, les résidents du quartier ont montré qu'ils appuyaient la défense du peuple palestinien, alors que de nombreuses automobilistes passant à proximité ont klaxonné en signe de soutien.



28 février

Ontario Toronto

Plus de 600 personnes ont participé à une assemblée communautaire organisée par la coalition du Mouvement de la jeunesse palestinienne et « Les Juifs disent non au génocide » à Toronto le 23 février. Près de 400 personnes ont participé en présentiel, faisant salle comble, et les autres via Zoom.

Les conférenciers ont discuté de la persécution et du harcèlement d'activistes propalestiniens et des tentatives de supprimer et de détourner le mouvement en appui au droit d'être du peuple palestinien, pour un cessez-le-feu et pour mettre fin à l'occupation dans l'optique de défendre l'unité du peuple et d'appuyer les personnes victimes de persécution. Avant de présenter l'animateur et les orateurs, un organisateur de « Les Juifs disent non au génocide » a invité les participants à scander : « *Qui défend notre sécurité ? Nous défendons notre sécurité !* » – exprimant l'esprit qui a imprégné toute la soirée.



Le modérateur était Dalia Awward du Mouvement de la jeunesse palestinienne et le panel comprenait Leora Smith, une avocate en droits de la personne, co-fondatrice et co-présidente du Collectif pour la justice communautaire, Zaid Zawaideh, un organisateur de Familles palestiniennes de Toronto, un représentant des parents d'enfants du Conseil scolaire du district de Toronto, la docteure Sabreana Ghaffar-Siddiqui, professeure de sociologie et de criminologie, la docteure Jacquie, une étudiante palestino-ukrainienne en médecine et résidente, et le rabbin David Mivasair de Voix juives indépendantes.

De nombreux exemples ont été donnés de maltraitance subie par les travailleurs, jeunes et enfants de nationalité palestinienne dans les systèmes d'éducation et de santé, ou par ceux qui prennent position à la défense de la Palestine. Plusieurs enfants palestiniens dans les écoles de Toronto ont été réprimandés et se font dire qu'ils ne doivent pas parler de leurs craintes ou de leurs inquiétudes pour leur famille à Gaza. Des universitaires, médecins et étudiants en médecine ont reçu des avis disciplinaires et certains ont même été congédiés pour des publications sur les réseaux sociaux en appui à la lutte du peuple palestinien. Des expositions artistiques et cinématographiques ont été annulées suite aux pressions exercées par des groupes sionistes.

Les discussions du panel et les questions des participants ont porté sur le soutien et la défense de toute personne persécutée et sur l'organisation collective pour lutter contre toutes les tentatives de réduire au silence tous ceux qui réclament justice pour le peuple palestinien, y compris la lutte contre la désinformation des médias et le harcèlement policier. La soirée s'est terminée par une « foire aux ressources » où les organisateurs ont donné de l'information et fait connaître les différentes ressources sur les campus, dans les communautés, y compris les ressources juridiques au service des individus et des collectifs.



Piquetage devant le bureau de la vice-première ministre Chrystia Freeland, 20 février



26 février

Mississauga



Des enfants créent des oeuvres d'art en solidarité avec les enfants de Gaza, 19 février

À Mississauga, le 25 février, plus de deux mille personnes ont assisté à un rassemblement et une marche sur le thème « Gaza dans chaque ville ». Les participants provenaient de toute la région du Grand Toronto. Les principales revendications exprimées dans les slogans étaient : *Un cessez-le-feu maintenant ! Embargo sur les armes à destination d'Israël ! Levée du siège de Gaza ! et Arrêt du génocide !*

L'action a débuté sur la Place des célébrations de Mississauga par de brefs discours, suivis de slogans scandés sans discontinuer pendant plus d'une heure. Les coups de klaxon incessants des véhicules qui passaient à proximité exprimaient le large soutien de la population au peuple palestinien et à sa résistance héroïque contre l'occupation et le génocide israéliens.

Des membres du Mouvement de la jeunesse palestinienne, de Toronto for Palestine et d'autres organisations ont souhaité la bienvenue à tous et ont exprimé le sentiment profond qu'après 142 jours de siège de Gaza, le soutien des Canadiens et des peuples du monde entier au peuple palestinien n'a fait que croître et s'approfondir. Un membre de la communauté juive orthodoxe a souligné qu'Israël devait être stoppé dans son élan et que le génocide contre les hommes, les femmes et les enfants de Gaza devait cesser. Il a déclaré qu'il n'existe pas de patrie juive ou de nation juive et que revendiquer de telles choses est démagogique, dangereux et contraire aux principes du judaïsme, qui est une religion de paix.

Après le rassemblement, les participants ont défilé sur une distance d'environ deux kilomètres, occupant les rues entourant le complexe commercial Square One. Ils ont scandé : « *Dans nos millions, dans nos milliards, nous sommes tous des Palestiniens ! Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre – de la mer au fleuve, la Palestine vivra éternellement ! Trudeau, Trudeau, tes mains sont tachées de sang – seize mille enfants morts ! Il n'y a qu'une seule solution, la révolution Intifada ! C'est un génocide !* » et bien d'autres.





25 février

Oakville



27 février

Sudbury

Pour la troisième fois en onze jours, les citoyens et les résidents de la Ville du Grand Sudbury ont tenu des actions en opposition à l'assaut sioniste contre la Palestine et en appui à la résistance palestinienne. Près de 35 Sudburois ont participé à un piquetage le long de l'autoroute Kingsway à l'est de la promenade Silver Hills. L'action s'est déroulée sur le thème : « *Tout en oeuvre pour la Palestine !* » Beaucoup d'automobilistes ont klaxonné leur appui.

Plusieurs drapeaux palestiniens ainsi qu'un drapeau « *Chaque enfant compte* » ont donné de la couleur à l'événement. Sur les pancartes des participants on pouvait lire entre autres : « *Sudbury est solidaire avec la Palestine* », « *Ne touchez pas à Rafah !* », « *Pas d'armes pour Israël* », « *Financez l'UNWRA* », « *Une humanité, une lutte* ». Les organisateurs de ces actions convoquent régulièrement des réunions pour planifier de nouvelles actions ainsi que des activités éducatives. Une caravane de voitures est prévue pour le 9 mars pour souligner 150 jours de la résistance au génocide sioniste à Gaza.





19 février



25 février

Guelph



22 février



25 février

Kitchener



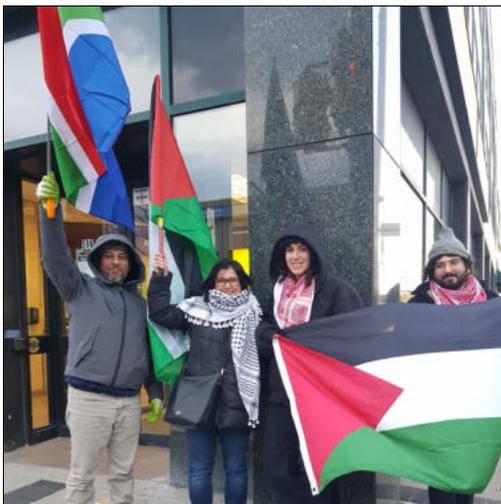


28 février

Windsor

Le 23 février a eu lieu une action de solidarité silencieuse où les participants ont brandi des drapeaux palestiniens, des bannières et des pancartes à quatre endroits très achalandés : à l'intersection du chemin Huron Church et du viaduc de l'autoroute 401, près du pont Ambassador qui mène aux États-Unis; au centre-ville, près de l'entrée du tunnel Windsor-Détroit; devant l'entrée du mail Devonshire sur l'avenue Howard; et au coin du chemin Temumseh et de l'avenue Ouellette. Tous les groupes participants ont observé l'ampleur de l'appui qu'ils ont reçu des automobilistes et des camionneurs et d'autres qui ont klaxonné en appui, envoyé la main ou levé le pouce en signe d'approbation.

Le 24 février, des centaines de résidents de Windsor et de Essex County ont participé à l'exposition *Gaza se lèvera*, un projet du Mouvement des femmes pour la Palestine, un groupe de femmes engagées dans la mobilisation de la diaspora palestinienne, amplifiant la voix des opprimés et embrassant la lutte pour la liberté. L'exposition percutante a intégré différents matériaux, des images, des textes et de l'audiovisuel pour éduquer les visiteurs au sujet des conditions de vie à Gaza avant et après le 7 octobre, ainsi qu'une reproduction de ce à quoi ressemblerait une Gaza reconstruite dans le futur dans une Palestine libérée. Les artistes ont aussi dressé un portrait de la vie dans d'autres régions de la Palestine avant et après la Nakba de 1948, mettant en relief la richesse et la beauté de la culture et de l'artisanat palestiniens. L'exposition était parrainée par Windsor4Palestine et des membres du Mouvement des femmes pour la Palestine de la Grande région de Toronto étaient également présentes pour échanger avec les visiteurs au sujet de leur projet et de la nécessité de mettre fin à l'occupation et de lutter pour une Palestine libre.





23 février





24 février

Saskatchewan

Regina



25 février

Alberta Calgary





24 février

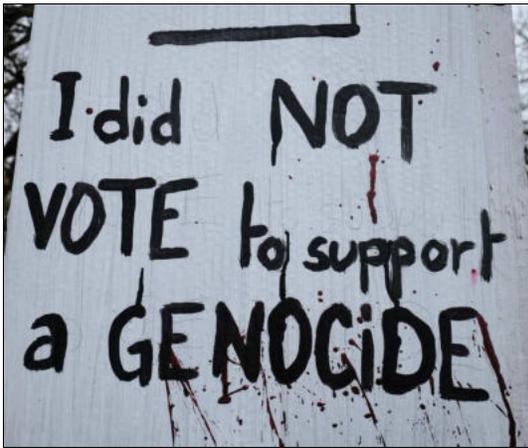
Edmonton



25 février

Colombie-Britannique
Vancouver





24 février

Burnaby



27 février

Victoria



20 février



23 février



28 février

Nanaimo





22 février

Yukon

Yellowknife



27 février

ÉTATS-UNIS

New York, New York







Manifestation contre le groupe de pression sioniste American Israel Public Affairs Committee, 22 février

Red Bank, New Jersey



24 février

Collingwood, New Jersey





27 février

San Francisco, Californie



Le « jour du président » à San Francisco des milliers de personnes ont envahi l'autoroute 101 pour dénoncer l'appui de l'administration Biden au génocide d'Israël à Gaza, 19 février.





21 février

Bellingham, Washington



24 février

EUROPE Angleterre Londres





24 février



Piquetage contre le salon de l'armement des hélicoptères militaires à Twickenham, qui comprend de nombreuses entreprises participant au génocide à Gaza, notamment Lockheed Martin et Boeing, le 27 février



29 février

Bristol



19 février

Salford



24 février

Leeds





24 février
Bradford





24 février

Glasgow, Écosse



24 février

Cardiff, Pays de Galles





24 février

Stockholm, Suède





24 février

Rotterdam, Pays-Bas



25 février

Allemagne Berlin





23 février

Munich



22 février

Porto, Portugal



19 février

Espagne Bilbao





25 février

Saragosse



25 février

Pise, Italie



23 février

ASIE
Sanaa, Yémen



Des manifestations de masse ont eu lieu dans tout le pays le 23 février.

Tulkarm, Palestine



Funérailles de Nabil Amer tué par des Israéliens dans un camp de réfugiés, 19 février

Amman, Jordanie



23 février

Beyrouth, Liban





Manifestation « Tous les yeux sur Rafah » par des étudiants de l'Université américaine, 20 février

Tokyo, Japon



24 février

AMÉRIQUE LATINE

Mexico, Mexique



Une action menée par des professeurs et des étudiants de l'Université nationale autonome du Mexique appelle à un « boycott actif » d'Israël, 22 février.



25 février

Guadalupe, Salvador



24 février

San José, Costa Rica



22 février

Panama City, Panama



20 février

Caracas, Venezuela



21 février

Bogota, Colombie



23 février

Océanie
Australie

Melbourne



24 février

Sydney



20 février

(Photos: LML, PYM, Shehab, Wafa, AA, Quds, B. Patterson, @slmch_eyes4palestine, @ottawa4palestine, @palestinequebec, Solidarity Sherbrooke, E. Engler, @pymmontreal, A. Query, @ifnotnowtoronto, @labour4palestine, Palestine House, @oakville4palestine, @showupguelph, @palestinesolidaritykw, @sobiaesseldinephotography, A. Shabaka, @wm4palestine, @jaydenr.t-02 281 29, @cpavancouver, @mikegraeme, @rulebreakerbc, @viu_mwc, @mlala_ms, Jewish Voices for Peace NY, @jvpny, @monmouthcountynj4palestine, @sjforgaza, @hwc4palestinebayarea, @movementphotographer, @wapac2024, @PSCupdates, voice_wales, @mcrSWP, @racheloleary, westyorkshireforpalestine, @imdmilo, @scottishpsc, @sandrasalgado, @mudiblick, @palaestinaspricht_muc, para Paz cooperacao, Equador Etxea, @giovanipalestinesi.it, @yukoshimizu, ObservatorioDHP, Resumen Latinoamericano, Red de Solidaridad con Palestina, copasolpa, J. Moncada, Trochando sin Fronteras, J. Scheffer, @nandm4palestine)



